



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2002/77
19 décembre 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS/FRANÇAIS/
ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-huitième session
Point 11 a) de l'ordre du jour provisoire

**DROITS CIVILS ET POLITIQUES ET, NOTAMMENT, LA QUESTION
DE LA TORTURE ET DE LA DÉTENTION**

Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire

TABLE DES MATIÈRES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
Résumé		3
Introduction	1 – 6	3
I. ACTIVITÉS DU GROUPE DE TRAVAIL.....	7 – 35	4
A. Traitement des communications adressées au Groupe de travail.....	8 – 28	4
1. Communications transmises aux gouvernements.....	8 – 13	4
2. Avis émis par le Groupe de travail	14 et 15	5
3. Réactions du Gouvernement aux avis du Groupe de travail	16 – 23	9
4. Communications ayant donné lieu à un appel urgent.	24 – 28	11
B. Missions effectuées dans des pays	29 – 35	12
1. Visites programmées	29	12
2. Suite donnée aux missions effectuées dans des pays par le Groupe de travail	30 – 35	13
II. COOPÉRATION AVEC LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME.....	36 – 56	15
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	57 – 61	18
A. Conclusions.....	57 – 59	18
B. Recommandations.....	60 et 61	19
Annexe – Statistiques		20

Résumé

Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42, et chargé d'enquêter sur les cas de privation de liberté présumée arbitraire. Dans sa résolution 1997/50, la Commission a précisé et élargi le mandat du Groupe pour y inclure la question de la rétention administrative des demandeurs d'asile et des immigrants.

Pendant la période considérée, le Groupe de travail s'est rendu dans l'État de Bahreïn sur l'invitation du Gouvernement de ce pays. Le rapport concernant cette visite figure à l'annexe 2 du présent document.

Pendant la même période, le Groupe de travail a adopté 31 avis concernant 94 personnes vivant dans 22 pays et en Palestine. Dans 49 cas, il a estimé que la privation de liberté avait été arbitraire. Pendant la même période, le Groupe de travail a enregistré et transmis aux gouvernements 36 communications concernant 167 cas.

En outre, pendant la période allant de janvier à novembre 2001, le Groupe de travail a adressé au total 79 appels urgents concernant 897 personnes à 39 gouvernements ainsi qu'à l'Autorité nationale palestinienne. Pour 46 de ces appels urgents, le Groupe de travail a agi conjointement avec les titulaires d'autres mandats thématiques ou par pays de la Commission des droits de l'homme. Treize des gouvernements concernés ont informé le Groupe de travail qu'ils avaient pris des mesures pour remédier à la situation des victimes.

Le Groupe de travail a continué d'élaborer sa procédure de suivi et il a cherché à instaurer un dialogue continu avec les pays dans lesquels il s'était rendu et pour lesquels il avait recommandé certains changements des lois internes régissant la détention. Après sa trente et unième session, le Groupe de travail a demandé aux Gouvernements de la Roumanie et du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord de fournir des informations sur le suivi donné aux recommandations qui avaient résulté de la visite du Groupe de travail dans ces pays, en septembre 1998.

Dans ses recommandations figurant dans le présent rapport annuel, le Groupe de travail attache une importance particulière aux questions suivantes:

- a) L'incarcération liée à l'insolvabilité;
- b) La détention comme moyen de protection des victimes.

Introduction

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Dans sa résolution 1997/50, la Commission définit le mandat révisé du Groupe, qui est d'enquêter sur les cas de privation de liberté imposée arbitrairement, dans la mesure où aucune décision définitive n'a été prise dans ces cas par les juridictions nationales en conformité avec la législation nationale, avec les normes inscrites dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et avec les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés. En vertu de cette résolution, le Groupe a également

pour mandat d'examiner les questions ayant trait à la rétention administrative des demandeurs d'asile et des immigrants.

2. En 2001, le Groupe de travail était composé des experts suivants: M^{me} S. Villagra de Biedermann (Paraguay), M^{me} Leïla Zerrougui (Algérie), M. Tamás Bán (Hongrie), M. L. Joinet (France) et M. Kapil Sibal (Inde). À sa dix-huitième session (mai 1997), le Groupe a modifié ses méthodes de travail à l'effet d'élire un président et un vice-président à la fin de chacun de ses mandats. Il a donc élu M. Sibal Président-Rapporteur et M. Joinet Vice-Président. À sa vingt-huitième session (septembre 2000), le Groupe a reconduit M. Sibal et M. Joinet dans leurs fonctions.

3. À ce jour, le Groupe de travail a présenté à la Commission 10 rapports portant sur la période 1991-2000 (E/CN.4/1992/20, E/CN.4/1993/24, E/CN.4/1994/27, E/CN.4/1995/31 et Add.1 à 4, E/CN.4/1996/40 et Add.1, E/CN.4/1997/4 et Add.1 à 3, E/CN.4/1998/44 et Add.1 et 2, E/CN.4/1999/63 et Add.1 à 4, E/CN.4/2000/4 et Add.1 et 2 et E/CN.4/2001/14 et Add.1). Le mandat initial du Groupe de travail, d'une durée de trois ans, a été renouvelé par la Commission pour trois ans en 1994, puis en 1997 et en 2000.

4. Le 26 avril 2000, la Commission des droits de l'homme a adopté la décision 2000/109 concernant le renforcement de l'efficacité des mécanismes de la Commission. De ce fait, la composition du Groupe de travail devra être progressivement modifiée d'ici à la cinquante-neuvième session de la Commission, en 2003. Conformément à cette décision, M. Petr Uhl (République tchèque) a démissionné après la vingt-neuvième session du Groupe et a été remplacé par M. Tamás Bán.

5. Le Groupe de travail a appris avec une profonde tristesse le décès, le 6 mai 2001, de M. Laïty Kama (Sénégal), qui était membre du Groupe de travail depuis 1991. M. Kama a été remplacé par M^{me} Leïla Zerrougui.

6. M. Kapil Sibal a démissionné du Groupe de travail au cours de sa trente-deuxième session, le 3 décembre 2001, et n'avait pas été remplacé au moment de l'adoption du présent rapport. M. Louis Joinet a été élu Président du Groupe de travail à l'unanimité le 3 décembre 2001, après avoir démissionné de ses fonctions de vice-président. Le Groupe de travail a décidé d'attendre la désignation du nouvel expert du Groupe asiatique pour procéder, à sa trente-troisième session, à l'élection du nouveau vice-président.

I. ACTIVITÉS DU GROUPE DE TRAVAIL

7. Le présent rapport porte sur la période allant de janvier à décembre 2001, au cours de laquelle le Groupe de travail a tenu ses trentième, trente et unième et trente-deuxième sessions.

A. Traitement des communications adressées au Groupe de travail

1. Communications transmises aux gouvernements

8. Pendant la période considérée, le Groupe de travail a transmis 36 communications portant sur 167 nouveaux cas de détention arbitraire présumée (162 hommes) dans les pays suivants (le nombre de communications et de personnes concernées pour chaque pays est indiqué entre parenthèses): Algérie (1 communication – 2 personnes), Australie (1 – 2), Chine (4 – 7),

Colombie (1 – 1), Égypte (1 – 52), Éthiopie (2 – 3), France (1 – 1), Indonésie (1 – 6), République islamique d'Iran (1 – 16), Israël (1 – 1), Mexique (1 – 2), Maroc (1 – 1), Myanmar (4 – 14), Népal (2 – 4), Pakistan (1 – 1), Pérou (2 – 2), Qatar (1 – 1), Fédération de Russie (1 – 1), Sri Lanka (2 – 27), République arabe syrienne (1 – 10), États-Unis d'Amérique (1 – 1), Ouzbékistan (1 – 2), Viet Nam (2 – 2), Yougoslavie (1 – 7) et Palestine (1 – 1). Le Groupe de travail a envoyé également 79 appels urgents (voir par. 24 à 26 ci-dessous).

9. Sur les 25 gouvernements concernés, 22 ont fourni des renseignements sur l'ensemble ou sur certains des cas qui leur avaient été transmis. Il s'agit des gouvernements des pays suivants: Algérie, Australie, Chine, Colombie, Égypte, Éthiopie, France, Indonésie, République islamique d'Iran, Mexique, Maroc, Myanmar, Népal, Pakistan, Pérou, Qatar, Fédération de Russie, Sri Lanka, États-Unis d'Amérique, Viet Nam, Yougoslavie et Autorité nationale palestinienne.

10. Outre les réponses susmentionnées, les Gouvernements de la Chine, de l'Indonésie et du Pérou ont communiqué des renseignements concernant des cas à propos desquels le Groupe avait déjà adopté un avis (voir par. 21 et 22 ci-dessous).

11. Pour ce qui est des communications concernant la République arabe syrienne (10 personnes) et le Myanmar (1 personne), le délai de 90 jours n'avait pas encore expiré au moment de l'adoption du présent rapport.

12. On trouvera dans les avis correspondants adoptés par le Groupe de travail une description des cas transmis et la teneur de la réponse des gouvernements (E/CN.4/2002/77/Add.1).

13. S'agissant des sources qui ont communiqué au Groupe de travail des informations faisant état de cas de détention arbitraire, sur les 167 cas individuels soumis par le Groupe aux gouvernements pendant la période considérée, 63 reposaient sur des informations données par des organisations non gouvernementales locales ou régionales (ONG), 78 sur des informations fournies par des ONG internationales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et 26 sur des informations données par des sources privées.

2. Avis émis par le Groupe de travail

14. Pendant ses trois sessions de 2001, le Groupe de travail a adopté 31 avis concernant 94 personnes dans 22 pays et en Palestine. Certains éléments des avis adoptés figurent dans le tableau ci-après, et le texte complet des avis n^{os} 1/2001 à 18/2001 est reproduit dans l'additif 1 au présent rapport. Le tableau fournit également des informations relatives à 13 avis adoptés pendant la trente-deuxième session comportant des précisions qu'il n'a pas été possible, pour des raisons techniques, de faire figurer dans l'annexe au présent rapport.

15. Conformément à ses méthodes de travail (E/CN.4/1998/44, annexe I, par. 18), le Groupe de travail, en transmettant ses avis aux gouvernements concernés, a appelé leur attention sur les résolutions 1997/50 et 2000/36 dans lesquelles il leur est demandé de tenir compte des avis du Groupe de travail et, le cas échéant, de prendre les mesures appropriées pour remédier à la situation des personnes privées arbitrairement de liberté, et d'informer le Groupe des mesures qu'ils auraient prises. Au terme d'un délai de trois semaines, les avis ont été communiqués à la source.

*Avis adoptés par le Groupe de travail à ses trentième,
trente et unième et trente-deuxième sessions*

Avis n°	Pays	Réponse du Gouvernement	Personne(s) concernée(s)	Avis
1/2001	Ouzbékistan	Non	Manuvar Hasanov et Ismail Hasanov	Détention arbitraire, catégorie III
2/2001	États-Unis d'Amérique	Oui	Waynebourne Clive et Anthony Bridgewater	Détention non arbitraire
3/2001	Indonésie	Oui (reçue après l'adoption de l'avis)	Shauket Ali Akhtar, Daniel Attah-Gyasi, Krustiono Basuki, Miladin Vucetic, Zhang Chang You et Johny Erumbanath Antony	Détention arbitraire, catégorie III
4/2001	Viet Nam	Non	Thich Huyen Quang	Détention arbitraire, catégorie II
5/2001	Népal	Non	Khrishna Sen	Détention arbitraire, catégories I et III
6/2001	République fédérale de Yougoslavie	Oui	Vladimir Nikolic et Xhevat Podvorica	Cas classés (par. 17 a) des méthodes de travail du Groupe de travail - personnes libérées)
7/2001	Chine	Oui	Tohti Tunyaz	Détention arbitraire, catégorie II
8/2001	Chine	Oui (après l'adoption de l'avis)	Jiang Qisheng	Détention arbitraire, catégorie II
9/2001	Qatar	Oui	Abdul Rahman Amair et Al-Noaimi	Cas classé (par. 17 a) des méthodes de travail du Groupe de travail - personnes libérées)
10/2001	Pérou	Oui	José Victoriano et Acevedo Orbegoso	Cas classé (par. 17 a) des méthodes de travail du Groupe de travail - personnes libérées)
11/2001	Viet Nam	Oui	Thich Quang Do	Détention arbitraire, catégorie II
12/2001	Myanmar	Oui	Paw Oo Tun	Détention arbitraire, catégories I et II
13/2001	Myanmar	Oui	Aye Tha Aung, Cin Shing Thang, Do Htaung, Duwa Zaw Aung, Khun Myint Tun, Kyin Thein, Min Soe Lin, Saw Naing Naing, Saw Mra Aung, Saw Oo Rah et Toe Po	Dans sept cas (Aye Tha Aung, Do Htaung, Khun Myint Tun, Min Soe Lin, Saw Naing Naing, Saw Oo Rah et Toe Po), détention arbitraire, catégorie II. Dans quatre cas (Duwa Zaw Aung, Cin Shing Thang, Saw Mra Aung et Kyin Thein), les affaires ont été classées (par. 17 a) des méthodes de travail du Groupe de travail - personnes libérées)

Avis n°	Pays	Réponse du Gouvernement	Personne(s) concernée(s)	Avis
14/2001	Fédération de Russie	Oui	Igor Sutyagin	Détention non arbitraire
15/2001	Australie	Oui	Marco Pasini Beltrán et Carlos Cabal Peniche	Détention non arbitraire
16/2001	Colombie	Oui	Francisco Caraballo	Cas classé provisoirement (par. 17 d) des méthodes de travail du Groupe de travail - informations insuffisantes)
17/2001	Pérou	Oui (reçue après l'adoption de l'avis)	Elmer Salvador et Gutiérrez Vásquez	Détention arbitraire, catégorie III
18/2001	Mexique	Oui	Rodolfo Montiel Flores et Teodoro Cabrera García	Détention arbitraire, catégorie III
19/2001	Népal	Oui	Yuburaj Ghimerey, Binod Raj Gyawali et Kailash Sirohija	Cas classés (par. 17 a) des méthodes de travail du Groupe de travail - personnes libérées)
20/2001	Chine	Oui	Wanxing Wang	Détention arbitraire, catégorie II
21/2001	Sri Lanka	Oui	Chinniah Atputharajah, Krishnaswamy Ramachandran, Rasaratnam Punchalingam, Kanapthy Subramaniam, Thraishwamy Muthuswamy, Thambiah Kandaswamy, Ramiah Subramaniam, Sinnapu Daniud, Kathirgamu Shanmuganathan, Namasivayam Aathimulam, Arumagam Kanagaratnam, Ramiyah Gopalswamy et Khartigesu Sivalingam,	<p>Six cas classés (par. 17 a) des méthodes de travail du Groupe de travail - personnes libérées): Chinniah Atputharajah, Rasaratnam Punchalingam, Thraishwamy Muthuswamy, Ramiah Subramaniam, Sinnapu Daniud et Karthigesu Sivalingam.</p> <p>Trois cas de détention non arbitraires: Kathirgamu Shanmuganathan, Thambiah Kandaswamy et Ramiyah Gopalswamy.</p> <p>Quatre cas de détention arbitraire, catégorie III: Krishnaswamy Ramachandran, Kanapthy Subramaniam, Namasivayam Aathimulam et Arumagam Kanagaratnam</p>

Avis n°	Pays	Réponse du Gouvernement	Personne(s) concernée(s)	Avis
22/2001	Éthiopie	Oui	Bernahu Nega et Mesfin Woldemariam	Cas classés (par. 17 a) des méthodes de travail du Groupe de travail - personnes libérées)
23/2001	Israël	Non	Kahed Jaradat	Détention arbitraire, catégorie III
24/2001	Sri Lanka	Oui	Edward Anton Amaradas, Gajarnoghan, Thanigasalam Pillai Nandan, Kadiravelupillai Sivamogan, Selvanayagam Suganthan, Moothuthamby Uthayakumar, M ^{me} Navajothi Sinnarasa, Sinnathambi Kamalanadan, Krisnapillai Pavalakeshan, Thambinakayam Sribalu, P. Selvaraja, S. Senthurajah, Sri Arasaretnam, Senthinathakurukkal et Krishnapillai Perinpam	Quatre cas classés (par. 17 a) des méthodes de travail du Groupe de travail - personnes libérées): Thanigasalam Pillai Nandan, Kadiravelupillai Sivamogan, E. A. Amaradas et Selvanayagam Suganthan. Quatre affaires classées (par. 17 d) des méthodes de travail du Groupe de travail - informations insuffisantes): Gajarnoghan, M. Uthayakumar, K. Pavalakeshan, T. Sribalu. Dans cinq cas, détention arbitraire, catégorie III: M ^{me} Navajothi Sinnarasa, S. Kamalanadan, Sri Arasaretnam Senthinathakurukkal et K. Perinpam.
25/2001	Pakistan	Oui	Ayub Masih	Détention arbitraire, catégorie III
26/2001	France	Oui	Guy Mariani	Cas classé (par. 17 a) des méthodes de travail du Groupe de travail - personne libérée)
27/2001	Maroc	Oui	Mustapha Adib	Détention arbitraire, catégorie III
28/2001	Algérie	Oui	Abassi Madani et Ali Benhadj	Détention arbitraire, catégorie III
29/2001	Éthiopie	Oui	Gebissa Lemessa Gelelcha	Cas classé (par. 17 a) des méthodes de travail - personne libérée)

Avis n°	Pays	Réponse du Gouvernement	Personne(s) concernée(s)	Avis
30/2001	République islamique d'Iran	Oui	Ezzatollah Sahabi, Hassan Youssefi-Echkevari, Mohammad Makeki, Habibollah Peyman, Mohammad Bestehnegar, Massoud Pedram, Ali-Reza Rajai, Hoda Rezazadeh-Saber, Mohammad-Hossein Rafiee, Reza Raïs-Toussi, Taghi Rahmani, Mahmoud Omrani, Reza Alidjani, Morteza Kazemian, Mohammad Mohammadi-Ardehali et Saïd Madani	Sept cas classés (par. 17 a) des méthodes de travail du Groupe de travail - personnes libérées): Mohammad Bestehnegar, Morteza Kazemian, Mohammad Maleki, Mohammad Mohammadi Ardehali, Masoud Pedram, Hossein Rafiee et Ali Reza Rajai. Dans neuf cas, détention arbitraire, catégorie II: Ezzatollah Sahabi, Hassan Youssefi-Echkevari, Habibollah Peyman, Hoda Rezazadeh-Saber, Reza Raïs-Toussi, Taghi Rahmani, Mahmoud Omrani, Reza Alidjani et Saïd Madani.
31/2001	Autorité nationale palestinienne	Oui	Jaweed al-Ghussein	Détention arbitraire, catégorie I

Note: Il n'a pas été possible de reproduire dans une annexe au présent rapport les avis n°s 19/2001 à 31/2001, adoptés pendant la trente-deuxième session; ces avis seront reproduits dans une annexe au prochain rapport annuel.

3. Réactions du Gouvernement aux avis du Groupe de travail

16. Suite à la transmission de ses avis, le Groupe de travail a reçu des renseignements des Gouvernements de la Chine, de la Colombie, du Mexique et de la Turquie. Il a reçu en outre des observations émanant des Gouvernements de l'Indonésie et du Pérou après l'adoption des avis n°s 3/2001 et 17/2001, respectivement.

17. Le Gouvernement de la République populaire de Chine, dans une communication en date du 26 juin 2001, a contesté les conclusions du Groupe de travail formulées dans les avis n°s 7/2001 (Chine) et 8/2001 (Chine). En ce qui concerne l'adoption de l'avis n° 8/2001, le Gouvernement chinois a estimé fâcheux que le Groupe de travail se soit prononcé de manière hâtive en se fondant sur des allégations non vérifiées, avant d'avoir reçu sa réponse. Afin de recueillir des informations précises et détaillées et d'adopter une démarche responsable à l'égard de l'auteur d'une plainte et du Groupe de travail, les enquêtes prennent plus de temps que d'ordinaire et mettent parfois le Gouvernement dans l'impossibilité de répondre dans les délais. Le Gouvernement avait obtenu des précisions concernant ce cas après des enquêtes et des vérifications répétées auprès de tous les organes chargés de l'application des lois concernés.

18. En ce qui concerne l'adoption de l'avis n° 7/2001, le Gouvernement a signalé qu'il avait fourni toutes les précisions concernant les actes criminels du détenu, la procédure se rapportant à son procès et à son appel, les preuves pertinentes et les fondements juridiques de sa condamnation. Il était regrettable que le Groupe de travail ait estimé qu'il y avait eu dans ce cas une détention arbitraire reposant sur les soupçons infondés de la prétendue «source». M. Tohti Tunyaz n'avait pas été condamné pour avoir écrit des textes universitaires – les différentes pièces documentaires se rapportant à cette affaire n'étaient en aucune façon «purement scientifiques» comme l'avait affirmé l'Université de Tokyo, et l'accusé lui-même avait reconnu tous les actes criminels en cause. En conclusion, le Gouvernement a estimé que les avis n°s 7/2001 et 8/2001 étaient totalement erronés et a indiqué qu'il avait décidé d'exprimer son insatisfaction et ses regrets à leur sujet. Il espérait que le Groupe de travail réviserait ses décisions erronées et présenterait fidèlement la position de la Chine dans son rapport.

19. Par une communication en date du 13 novembre 2001, le Gouvernement mexicain a indiqué au Groupe de travail, en ce qui concerne l'avis n° 18/2001 (Mexique), que le Président de la République avait ordonné la libération immédiate de MM. Rodolfo Montiel Flores et Teodoro Cabrera García. Ces derniers avaient quitté la prison d'Iguala, dans l'État de Guerrero, le 8 novembre 2001, et vivent maintenant en liberté.

20. Le Gouvernement turc, dans une communication en date du 10 juin 2001 se rapportant à l'adoption de l'avis n° 22/2000 (Turquie), a indiqué que M^{me} Hüda Kaya avait été libérée par décision datée du 30 novembre 2000 du tribunal compétent. Le Gouvernement a ajouté que le procès était en cours.

21. Après l'adoption, le 16 mai 2001, de l'avis n° 3/2001 (Indonésie), le Gouvernement indonésien, dans une communication en date du 29 août 2001, a indiqué au Groupe de travail que M. Shaukat Ali Akhtar avait été traduit devant la justice le 9 janvier 2001 et qu'une procédure avait commencé au tribunal de Surabaya. Le procès était en cours et le jugement n'avait pas encore été rendu. M. Shaukat avait été maintenu en garde à vue à Java-Est pendant 36 jours, et non 60 comme cela a été indiqué par le Groupe de travail. En outre, le régime de détention appliqué à M. Shaukat avait été transformé en «assignation à résidence» dans la localité de Surabaya (Java-Est), mesure qui comporte l'interdiction de quitter l'Indonésie. Selon la police et son avocat, l'intéressé réside actuellement aux appartements Novotel, à Surabaya.

22. Après l'adoption de l'avis n° 17/2001 (Pérou), le 14 septembre 2001, le Gouvernement péruvien a indiqué que M. Elmer Salvador Gutiérrez Vásquez avait été condamné par le Tribunal suprême militaire à la peine d'emprisonnement à perpétuité pour trahison, en vertu du décret-loi n° 25659. Les autres personnes inculpées avec lui pour divers attentats terroristes ont été accusées de délit de terrorisme et jugées par une juridiction ordinaire conformément au décret-loi n° 25475. Aucune procédure n'a été engagée contre M. Gutiérrez Vásquez devant une juridiction ordinaire.

23. Dans une note verbale en date du 30 novembre 2001, la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a fourni au Groupe de travail des informations sur les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans l'application des recommandations formulées dans divers avis du Groupe de travail (décisions n°s 58/1993, 26/1994, 15/1995 et 32/1996 et avis n°s 25/1999 et 16/2001). En ce qui concerne

la décision n° 26/1994, le Gouvernement colombien a indiqué que le tribunal national avait ordonné, le 21 mars 1995, la libération immédiate des citoyens dominicains Ernesto Santana Mejía, Guillermo Antonio Brea Zapata, Francisco Elías Ramos et Manuel Terrero Pérez. Le Gouvernement a estimé que c'est en raison de problèmes de communication ou d'une interprétation différente de la portée des lois que le Groupe de travail avait, dans le passé, considéré qu'il y avait eu détention arbitraire dans un certain cas, en Colombie. La justice ordinaire est appliquée en Colombie uniquement et exclusivement en conformité avec les règles prévues dans la Constitution, les lois, la jurisprudence et la doctrine colombienne, laquelle plonge ses racines dans la tradition du droit romano-germanique.

4. Communications ayant donné lieu à un appel urgent

24. Pendant la période allant du 1^{er} janvier au 30 novembre 2001, le Groupe de travail a adressé 79 appels urgents à 39 gouvernements (ainsi qu'à l'Autorité palestinienne) au sujet de 897 personnes. Conformément aux paragraphes 22 à 24 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail, sans préjuger du caractère arbitraire ou non de la détention, a appelé l'attention de chacun des gouvernements concernés sur le cas précis dont il était saisi et lui a demandé de prendre les mesures nécessaires pour que le droit à la vie et à l'intégrité physique des détenus soit respecté. Lorsque l'appel faisait référence à l'état de santé critique de certaines personnes ou à des circonstances particulières telles que l'inexécution d'un jugement de mise en liberté, le Groupe de travail a également demandé aux gouvernements concernés de prendre toutes les dispositions requises pour que les personnes concernées soient libérées.

25. Pendant la période considérée, des appels urgents ont été adressés par le Groupe de travail aux pays suivants (le nombre de personnes concernées par ces appels est indiqué entre parenthèses): 10 appels à la République démocratique du Congo (401); 8 appels à la Malaisie (35); 4 appels à l'Indonésie (28); 4 appels au Soudan (29, dont 3 femmes); 4 appels à la Turquie (27); 3 appels à la République populaire de Chine (5); 3 appels à l'Éthiopie (7); 3 appels à l'Égypte (61); 3 appels à Israël (3); 2 appels à l'Algérie (3); 2 appels à l'Érythrée (16); 2 appels à la République islamique d'Iran (17); 2 appels au Népal (4); 2 appels à Sri Lanka (3); 2 appels aux Émirats arabes unis (2); 2 appels à l'Ouzbékistan (3); 1 appel à l'Argentine (1); 1 appel à l'Australie (2); 1 appel au Bangladesh (1); 1 appel au Cameroun (5); 1 appel à Cuba (1); 1 appel à la Gambie (1); 1 appel au Honduras (24); 1 appel à la Jordanie (1); 1 appel au Liban (150); 1 appel à la Mauritanie (2); 1 appel au Mexique (3); 1 appel au Maroc (32, dont 13 enfants); 1 appel au Pakistan (1); 1 appel à la République de Corée (7); 1 appel à la Fédération de Russie (1); 1 appel à l'Arabie saoudite (1); 1 appel à la République arabe syrienne (10); 1 appel à la Tanzanie (5); 1 appel au Togo (1); 1 appel à la Tunisie (1); 1 appel au Turkménistan (1); 1 appel aux États-Unis d'Amérique (1) et 1 appel à l'Autorité palestinienne.

26. Parmi ces appels urgents, 46 ont été lancés conjointement par le Groupe de travail et des rapporteurs spéciaux chargés d'un mandat thématique ou par pays. Ils ont été adressés aux Gouvernements des pays suivants: Bangladesh, Cameroun, République démocratique du Congo (8), Chine, Cuba, Égypte (3), Érythrée, Éthiopie (2), Gambie, Honduras, Indonésie (3), République islamique d'Iran, Israël (2), Liban, Malaisie (4), Mexique, Maroc, Népal (2), République de Corée, Fédération de Russie, Sri Lanka (2), Soudan (3), République-Unie de Tanzanie, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique et Ouzbékistan.

27. Le Groupe de travail a reçu des réponses aux appels urgents adressés aux Gouvernements des pays suivants: Australie, Chine (réponse à deux appels), Cuba, République démocratique du Congo (réponse à un appel), Égypte (réponse à un appel), Liban, Malaisie (réponse à trois appels), Mexique, Népal (réponse à un appel), Pakistan, République de Corée, Togo et Turquie (réponse à trois appels). Dans certains cas, le Groupe de travail a été informé, soit par le gouvernement soit par la source, que les intéressés avaient été libérés, en particulier dans les pays suivants: Égypte (le Gouvernement a informé le Groupe de travail que M. Farid Zahran avait été libéré contre une caution de 5 000 livres égyptiennes); Liban (le Gouvernement a indiqué qu'un nombre considérable de personnes mentionnées dans l'appel urgent avaient été libérées sous caution); Malaisie (le Gouvernement a indiqué que MM. Khairul Anuar Ahmad Zainuddin et Mohamad Fuad Mohd Ikhwan avaient été remis en liberté sans conditions les 16 et 28 juillet 2001, respectivement, et que M. Noor Ashid Sakib avait été assigné à résidence dans son district); Népal (le Gouvernement a indiqué que neuf personnes arrêtées en décembre 2000 à Bhurungkhel avaient été remises en liberté sous caution par le tribunal); et Turquie (le Gouvernement a indiqué au Groupe de travail que huit personnes avaient été libérées, dont deux femmes arrêtées en juillet 2001 pour complicité avec le PKK. Dans d'autres cas (concernant la Chine, la République démocratique du Congo, le Mexique, le Népal, la République de Corée et le Togo), le Groupe de travail a reçu l'assurance que les détenus concernés bénéficieraient d'une procédure équitable. Il tient à remercier les gouvernements qui ont entendu son appel et qui ont pris des mesures pour l'informer de la situation des personnes concernées, et tout spécialement les gouvernements qui ont libéré lesdites personnes. Il note toutefois que 22,6 % seulement de ses appels urgents ont donné lieu à des réponses et invite par conséquent les gouvernements à coopérer davantage avec lui dans le cadre de la procédure d'action urgente.

28. Outre les réponses susmentionnées à ses appels urgents, le Groupe de travail a reçu des Gouvernements des pays suivants: Chine, Colombie, Égypte, Mexique, Népal, Arabie saoudite, Soudan, Togo et Ukraine, des réponses à des appels urgents qui leur avaient été adressés en 2000 et qui avaient été déjà pris en compte dans le rapport annuel du Groupe pour 2000 (E/CN.4/2001/14, par. 55 à 59). Le Groupe de travail souhaite également remercier ces gouvernements de leurs réponses. Il a ainsi été informé de la libération de M. Luis Gabriel Caldas León en Colombie.

B. Missions effectuées dans des pays

1. Visites programmées

29. Les visites suivantes ont été programmées pour l'année prochaine (2002):

a) Bélarus. Pendant la cinquante et unième session de la Sous-Commission, le Représentant permanent du Bélarus auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a déclaré que le Gouvernement bélarussien inviterait le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et le Groupe de travail sur la détention arbitraire à se rendre dans son pays, et que l'une au moins des deux visites aurait lieu avant la cinquante-deuxième session de la Sous-Commission. Pendant la vingt-sixième session du Groupe de travail, celui-ci a été informé que le Gouvernement bélarussien inviterait le Groupe de travail en 2001. D'autres consultations avec la Mission permanente du Bélarus auprès de l'Office des Nations Unies ont eu lieu à Genève le 13 septembre et le 29 novembre 2000 et le 17 mai 2001. Dans une lettre

datée du 4 décembre 2001, M. Vladimir Malevich, Représentant permanent adjoint de la République du Bélarus auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a informé le Président du Groupe de travail que la question de l'organisation de la visite du Groupe au Bélarus au cours de la première quinzaine d'octobre 2002 était en cours d'examen par les autorités compétentes du Gouvernement bélarussien et que les dates finales de la visite seraient fixées par les voies diplomatiques;

b) **Australie.** Conformément au paragraphe 4 de la résolution 1997/50 de la Commission des droits de l'homme, le Groupe de travail a entamé, à la mi-1998 à Genève, des consultations avec la Mission permanente de l'Australie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève portant sur l'organisation d'une mission en Australie, dont le but était d'examiner la question de la rétention administrative des demandeurs d'asile dans ce pays. Le Gouvernement australien a donné vers la fin de 1999 son accord de principe à l'organisation d'une telle visite, et le Groupe comptait se rendre en Australie durant la deuxième quinzaine de mai 2000. Dans une lettre datée du 2 mai 2000, le Gouvernement a informé le Groupe que cette date ne lui convenait pas. En mai 2001, le Groupe de travail a demandé des informations au sujet des autres dates proposées pour sa visite, qui avait fait déjà l'objet d'un accord de principe. De nouvelles consultations avec la Mission permanente de l'Australie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève ont eu lieu au cours de l'année.

2. Suite donnée aux missions effectuées dans des pays par le Groupe de travail

30. Par sa résolution 1998/74, la Commission des droits de l'homme a prié les responsables des mécanismes thématiques de la Commission de la tenir informée de la suite donnée à toutes les recommandations qu'ils avaient adressées aux gouvernements dans l'accomplissement de leur mandat. En réponse à cette demande, le Groupe de travail a décidé, en 1998 (voir E/CN.4/1999/63, par. 36), d'adresser aux gouvernements des pays dans lesquels il s'était rendu une lettre de rappel, accompagnée d'une copie des recommandations pertinentes adoptées par le Groupe de travail dans les rapports établis à l'issue de ses visites. En 1999, le Groupe de travail a discuté des modalités de ses activités de suivi et a adopté une procédure consistant à demander systématiquement aux gouvernements des pays dans lesquels il se serait rendu en mission de l'informer des initiatives prises par eux pour donner suite à ses recommandations.

31. Étant donné l'ampleur de sa tâche, le Groupe de travail a décidé d'échelonner dans le temps ses activités de suivi concernant les pays dans lesquels il s'était rendu. La priorité a été donnée au suivi des recommandations contenues dans les rapports relatifs aux premières visites effectuées. En conséquence, en octobre 1999, une lettre a été adressée aux Gouvernements vietnamien, népalais et bhoutanais pour en obtenir des renseignements sur les mesures prises pour donner effet aux recommandations contenues dans les rapports du Groupe de travail sur ses visites dans ces pays (E/CN.4/1995/31/Add.4, E/CN.4/1997/4/Add.2 et E/CN.4/1997/4/Add.3, respectivement). Le Gouvernement bhoutanais a envoyé au Groupe de travail une réponse détaillée sur les mesures de suivi (voir rapport annuel pour 1999, E/CN.4/2000/4, par. 44 à 47).

32. Aucune réponse n'ayant été reçue des Gouvernements népalais et vietnamien, des rappels leur ont été adressés sous couvert de lettres datées du 29 septembre 2000. En outre, des lettres ont été adressées les 29 et 30 septembre 2000, respectivement, aux Gouvernements péruvien et indonésien et, le 29 octobre 2001, à ceux de la Roumanie et du Royaume-Uni

de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord aux fins d'obtenir des informations sur les initiatives prises éventuellement par ces deux gouvernements pour donner effet aux recommandations contenues dans le rapport que le Groupe de travail avait présenté à la Commission des droits de l'homme sur ses visites dans ces pays en 1998 et 1999 (E/CN.4/1999/63/Add.2, E/CN.4/2000/4/Add.2, E/CN.4/1999/63/Add.4 et E/CN.4/1999/63/Add.3, respectivement).

33. Le Groupe de travail s'est rendu au Pérou du 26 janvier au 6 février 1998, sur l'invitation du Gouvernement péruvien. À la fin de sa visite, le Groupe de travail a formulé diverses recommandations dans son rapport sur sa mission au Pérou (E/CN.4/1999/63/Add.2). Par lettre en date du 28 novembre 2001, le Gouvernement péruvien a répondu à la demande du Groupe de travail sur le suivi de ses recommandations et a transmis les informations suivantes sur les 52 cas (76 personnes) qui lui étaient soumis:

34 personnes (29 cas) ont été remises en liberté suite à une décision de justice ou à un «indulto»: Wilfredo Estanislao Saavedra Marreros (avis n° 7/1992); Miguel Fernando Ruiz Cornejo (avis n° 42/1993); Julio Rondinel Cano (avis n° 21/1994); Luis Alberto Cantoral Benavides (avis n° 22/1994); Carlos Florentino Molero Coca (avis n° 24/1994); Luis Enrique Quinto Facho (avis n° 25/1994); Luis Rolo Huaman Morales, Mayela Alicia Huaman Morales, Oscar Julian Huaman Morales, Pablo Abraham Huaman Morales (avis n° 41/1994); Teodosia Cuhuaya Flores (avis n° 42/1994); Alfredo Pablo Carrillo Antayhua (avis n° 43/1994); Alfredo Raymundo Chavez, Celia Huamaní Aponte, María Salomé Hualipa Peralta, Carmen Soledad Espinoza Rojas, Mebes Maliqui Rodríguez, David Aparicio Claros (avis n° 44/1994); Alfredo Carrillo Antayhua (avis n° 13/1995); Teodosia Cahuya Flores (avis n° 14/1995); Abad Aguilar Rivas, Edilberto Rivas Rojas (avis n° 17/1995); Jesús Alfonso Castiglioni Mendoza (avis n° 22/1995); Maria Elena Foronda Farro, Oscar Díaz Barboza (avis n° 23/1995); Antero Gargurevich Oliva (avis n° 24/1995); Luis Rolo Huamán Morales, Mayela Alicia Huamán Morales, Oscar Huamán Morales, Pablo Abraham Huamán Morales (avis n° 42/1995); Alfredo Raymundo Chavez, Celia Huamaní Aponte, María Salomé Hualipa Peralta, Carmen Soledad Espinoza Rojas, Mebes Maliqui Rodriguez, David Aparicio Claros (avis n° 43/1995); María Elena Foronda Farro, Oscar Díaz Barboza (avis n° 44/1995); María Elena Loayza Tamayo (avis n° 46/1996); Frescia Calderón Garate (avis n° 47/1996); Jesús Alfonso Castiglioni Mendoza (avis n° 48/1996); Mayela Alicia Huamán Morales (avis n° 49/1996); Antero Gargurevich Oliva (avis n° 22/1998); Pablo Abraham Huamán Morales (avis n° 23/1998); Carlos Florentino Molero Coca (avis n° 24/1998); Cesar Sanabria Casanova (avis n° 9/2000); Mirtha Ira Bueno Hidalgo (avis n° 10/2000); Edilberto Aguilar Mercedes (avis n° 29/2000); José Victoriano Acevedo Orbegoza (avis n° 10/2001).

8 personnes (10 cas) demeurent actuellement en détention après condamnation: Julio Cesar Alica Hito (avis n° 16/1995); Julio César Lapa Campos (avis n° 26/1995); Margarita M. Chuquiure Silva (avis n° 34/1996); Lori Berenson (avis n° 45/1995); Margarita M. Chuquire Silva (avis n° 25/1998); Lori Berenson (avis n° 26/1998); Sybila Arrendondo Guevara (avis n° 4/2000); Eleuterio Zárate Luján (avis n° 11/2000); Marco Sánchez Narvaez (avis n° 27/2000); Elmer Salvador Gutiérrez Vazquez (avis n° 17/2000).

Il manque des informations suffisantes sur 31 personnes (13 cas).

34. Dans une note verbale en date du 30 novembre 2001, la Mission permanente du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a communiqué au Groupe de travail les informations supplémentaires suivantes. En ce qui concerne la décision n° 18/1994, M^{me} Enriqueta Laguna a été acquittée et libérée le 12 décembre 1995. En ce qui concerne la décision n° 21/1994, M. Julio Rondinel Cano a été acquitté et libéré le 3 avril 1998. Enfin, concernant l'avis n° 11/2000, M. Eleuterio Zárate Luján a été acquitté et libéré le 16 mai 2000.

35. Le Groupe de travail se félicite des suites positives données à ces recommandations et a adressé au Gouvernement péruvien une note complémentaire lui demandant de fournir des informations sur les réformes éventuellement intervenues dans le domaine de la détention et plus particulièrement les lois et juridictions d'exception, sur lesquelles le Groupe s'est prononcé dans son rapport sur sa mission au Pérou.

II. COOPÉRATION AVEC LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

36. Dans diverses résolutions adoptées à sa cinquante-huitième session, la Commission des droits de l'homme a formulé des requêtes et des directives à l'intention du Groupe de travail.

Résolution 2001/40, «Question de la détention arbitraire»

37. Le Groupe de travail s'est constamment attaché, comme le lui a demandé la Commission, à éviter les doubles emplois avec d'autres mécanismes de la Commission. Dans l'optique d'une meilleure coordination, il a informé des organes dotés d'autres mandats de cas qui lui ont été soumis afin qu'ils puissent, le cas échéant, intervenir. Le Groupe a procédé de cette manière concernant son avis n° 12/2001 (Myanmar), qu'il a adressé à la fois au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar et au Rapporteur spécial sur la question de la torture, et son avis n° 13/2001 (Myanmar) qu'il a adressé au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar afin que ce dernier prenne des mesures appropriées.

38. En ce qui concerne 42 cas qui lui ont été soumis en 2001, le Groupe de travail a formulé des appels urgents conjointement avec d'autres mécanismes de la Commission chargés de mandats thématiques ou par pays. Dans un certain nombre de cas, les gouvernements concernés ont répondu favorablement à ces appels conjoints (voir par. 27 et 28 ci-dessus).

Résolution 2001/47, «Droit à la liberté d'opinion et d'expression»

39. Dans cette décision, la Commission des droits de l'homme s'est déclarée préoccupée de constater qu'un grand nombre de personnes sont emprisonnées pour avoir exercé le droit à la liberté d'opinion et d'expression et les droits intrinsèquement liés que sont le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, de réunion pacifique et d'association. Ces mesures constituent l'un des cas classiques et les plus fréquents de détention que le Groupe considère comme arbitraires au regard de la catégorie II de ses méthodes de travail. Il a accordé une importance particulière à cette résolution et continue de coopérer à cet égard avec le Rapporteur spécial, conjointement avec lequel il a adressé 18 appels urgents à 14 gouvernements en 2001.

Résolution 2001/50, «Prise en compte des droits fondamentaux des femmes dans tous les organismes du système des Nations Unies»

40. Depuis plusieurs années, le Groupe de travail tient compte des deux sexes dans ses rapports, notamment à des fins statistiques, comme la Commission le lui a demandé aux paragraphes 15, 17 et 19 de la résolution susmentionnée. Parmi les cas traités pendant les trois sessions qui ont eu lieu depuis 2001, il convient de signaler que le Groupe n'a émis qu'un seul avis sur un cas concernant une femme quoiqu'il ait formulé 10 appels urgents en faveur de femmes et de filles.

41. Dans l'application de cette résolution, le Groupe de travail, lorsqu'il s'est rendu à Bahreïn, s'est entretenu avec les autorités et des représentants de diverses associations de femmes bahreïnes et avec des femmes et des filles détenues ou hébergées dans des centres de protection, afin de s'informer des problèmes concrets auxquels se heurtent les femmes et sur l'importance de la prise en compte de leur situation dans les réformes démocratiques entreprises en 1999 (voir l'additif 2 au présent rapport).

Résolution 2001/49, «Élimination de la violence contre les femmes»

42. Le Groupe a été informé du sort de 23 femmes et de 61 filles détenues dans les neuf pays suivants, aux gouvernements desquels il a adressé des appels urgents, à savoir la Chine (3 femmes), la République démocratique du Congo (7 femmes et 60 filles), l'Érythrée (1 femme), le Honduras (3 femmes), le Myanmar (2 femmes), le Togo (1 femme), la Turquie (4 femmes), les États-Unis d'Amérique (1 fille migrante) et l'Ouzbékistan (2 femmes). À la connaissance du Groupe, trois d'entre elles seulement ont été remises en liberté.

Résolution 2001/55, «Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques»

43. Comme lors des années précédentes, le Groupe de travail a été informé de la détention de personnes qui avaient pris la défense des droits des minorités susmentionnées. Il a émis l'avis n° 11/2001 (Viet Nam) dans lequel il a déclaré arbitraire la détention de Thich Huyen Quang, moine bouddhiste âgé de 83 ans, défenseur des droits de l'homme et Patriarche de l'Église bouddhiste unifiée du Viet Nam, frappée d'interdiction, qui est assigné à résidence depuis 1982. Le Groupe de travail a eu en outre connaissance de la détention de M. Gebisha Lemessa, défenseur de la minorité ethnique oromo en Éthiopie.

Résolution 2001/64, «Défenseurs des droits de l'homme»

44. Le Groupe de travail demeure préoccupé par le nombre important de cas signalés d'arrestations et de détentions arbitraires de défenseurs des droits de l'homme. Il se félicite de la création d'un nouveau mandat de Représentant spécial du Secrétaire général sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et espère qu'il sera en mesure de coordonner ses activités avec celles du Représentant spécial. En 2001, le Groupe de travail a adressé aux gouvernements de 10 pays (Cameroun, République démocratique du Congo, Éthiopie, Honduras, Indonésie, Israël, Malaisie, Népal, Soudan et Fédération de Russie) 13 appels en faveur de défenseurs des droits de l'homme détenus, conjointement avec le Représentant spécial.

Résolution 2000/86, «Les droits de l'homme et les procédures thématiques»

45. Le groupe de travail appelle l'attention de la Commission sur les situations suivantes.

1. Le recours à la détention comme moyen de protection des victimes

46. La Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, M^{me} Radika Coomaraswamy, et la Rapporteuse spéciale sur les droits des migrants, M^{me} Gabriela Rodriguez Pizarro, ont soulevé une question d'une extrême importance, ayant un lien direct avec le mandat du Groupe de travail. Il s'agit du recours à la détention comme moyen de protection des femmes, notamment étrangères, victimes de la traite pratiquée dans les territoires et pays qu'elles ont visités dans le cadre de leur mandat respectif.

47. Le Groupe de travail partage le point de vue de la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes (voir E/CN.4/2001/73/Add.2) quant à la nécessité de reconsidérer le recours à la privation de liberté pour protéger les victimes, et estime que ce moyen doit être supervisé par une autorité judiciaire et qu'en tout état de cause il ne doit être utilisé que comme ultime recours, lorsque les victimes elles-mêmes le souhaitent.

2. Le maintien en détention des femmes au-delà de l'exécution de leur peine

48. Le Groupe de travail a également été informé que, dans certains pays, les femmes condamnées à une peine privative de liberté et bien qu'elles aient purgé la totalité de leur peine sont maintenues en détention au-delà de l'exécution de leur peine et ne peuvent être libérées que si un membre masculin de leur famille se présente à l'administration pénitentiaire et se porte garant.

49. Le Groupe de travail rappelle qu'il s'agit là d'une détention arbitraire relevant de la catégorie I des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail, à laquelle il faut remédier.

3. La rétention administrative des étrangers

50. Le Groupe de travail a eu l'occasion de préciser dans son rapport pour l'année 1999 (E/CN.4/1999/63) sa position à propos de la rétention administrative des étrangers qui préoccupe la Rapporteuse spéciale sur le droit des migrants.

4. L'assignation à résidence

51. Le Groupe de travail a précisé sa position à propos de l'assignation à résidence dans sa délibération n° 1 (voir E/CN.4/1993/24).

5. L'internement psychiatrique

52. Le Groupe de travail s'est prononcé pour la première fois sur cette question, au cours de sa trente-deuxième session, à l'occasion de l'examen d'une communication. Il a décidé d'examiner cette question sur tous ces aspects à sa prochaine session, notamment en consultation avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et après la lecture de l'étude «Principes,

directives et garanties pour la protection des personnes détenues pour maladie mentale ou souffrant de troubles mentaux» présentée à la Sous-Commission par la Rapporteuse spéciale, M^{me} Erica-Irene A. Daes.

53. En mettant au point ses méthodes de travail lors de sa première session, en 1991, le Groupe de travail s'était volontairement abstenu de prendre position sur les mesures de privation de liberté concernant les personnes atteintes de troubles mentaux nécessitant un placement dans un établissement fermé. Il avait en effet décidé de ne prendre position qu'à partir de situations concrètes dont le Groupe pourrait être saisi.

54. Tel a été le cas, pour la première fois, au cours de sa trente-deuxième session. Considérant ce précédent, le Groupe de travail a décidé, à la lumière de sa délibération n° 1 relative à l'assignation à résidence:

a) Que l'internement psychiatrique (en tant que mesure administrative) peut être assimilable à une privation de liberté au sens du mandat du Groupe de travail, dès lors que la personne concernée est placée dans un établissement clos d'où elle ne peut sortir librement;

b) Que cette mesure peut revêtir un caractère arbitraire dès lors qu'elle n'est pas assortie de garanties procédurales sous contrôle judiciaire et/ou qu'elle peut avoir pour finalité de neutraliser ou de discréditer la personne concernée, afin de limiter ou porter atteinte à sa liberté d'expression.

55. Le Groupe de travail a décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de sa trente-troisième session en vue d'éventuellement adopter une délibération sur la question, après avoir consulté les organisations gouvernementales ou non gouvernementales spécialisées, et notamment l'OMS.

56. Dans toutes les situations mentionnées dans les paragraphes 45 à 56 ci-dessus, le Groupe de travail a considéré que, lorsque ces mesures sont exécutées dans un lieu clos que la personne ne peut quitter librement, la mesure est considérée comme une privation de liberté qui relève de son mandat. Cependant, et s'agissant du caractère arbitraire ou non de cette privation de liberté, le Groupe de travail continuera à se prononcer au cas par cas.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Conclusions

57. Lorsqu'une visite dans un pays est demandée, une réaction favorable, la transparence et la coopération sont les moyens les plus sûrs de renforcer le respect et la compréhension mutuels entre les États et les mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies, dans l'optique de la promotion de la cause des droits de l'homme.

58. S'agissant de la privation de liberté sous toutes ses formes, le Groupe de travail est tenu de prendre, de son propre chef, des initiatives et de formuler des principes et des méthodes de travail pour combattre l'arbitraire.

59. Des réponses en temps voulu de la part des États et une parfaite transparence en la matière permettent au Groupe de travail de rendre des avis plus objectifs; les réponses envoyées par les États après qu'un avis eut été adopté ne peuvent que susciter des malentendus.

B. Recommandations

Recommandation 1. Incarcération liée à l'insolvabilité

60. Le Groupe de travail demande aux gouvernements de réduire au maximum les cas de mise en détention provoquée par des situations d'extrême pauvreté. Il recommande en conséquence que des mesures soient prises dans les domaines suivants:

- a) Abrogation des textes prévoyant la prison pour dette contractuelle prohibée par l'article 11 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- b) Prendre les mesures nécessaires, y compris dans le domaine de la formation, pour que les juges tiennent le plus grand compte du niveau des revenus des personnes auxquelles est accordée une mise en liberté sous caution, afin de donner son plein effet au principe selon lequel la mise en liberté doit être la règle, et la détention provisoire l'exception (art. 9.3 du Pacte);
- c) Éviter que les montants des amendes pénales, qui sont en principe destinées à limiter les peines d'emprisonnement, ne soient disproportionnés par rapport aux revenus de la personne condamnée, ceci afin d'éviter qu'elles ne soient tellement élevées que ces personnes sont finalement incarcérées faute de revenus suffisants.

Recommandation 2. La détention comme moyen de protection des victimes

61. Le recours à la privation de liberté pour protéger les victimes doit être reconsidéré et, en tout état de cause, doit être supervisé par une autorité judiciaire. Ce moyen ne doit être utilisé que comme ultime recours et lorsque les victimes elles-mêmes le souhaitent.

Annexe
STATISTIQUES

(Pour la période comprise entre janvier et décembre 2001. Les chiffres entre parenthèses sont ceux du rapport de l'année dernière.)

A. Cas au sujet desquels le Groupe de travail a adopté un avis quant au caractère arbitraire ou non de la détention

<i>1. Cas de détention déclarés arbitraires</i>			
	Femmes	Hommes	Total
Cas de détention déclarés arbitraires relevant de la catégorie I	0 (0)	1 (3)	1 (3)
Cas de détention déclarés arbitraires relevant de la catégorie II	0 (3)	20 (36)	20 (39)
Cas de détention déclarés arbitraires relevant de la catégorie III	1 (7)	25 (42)	26 (49)
Cas de détention déclarés arbitraires relevant des catégories II et III	0 (1)	0 (1)	0 (2)
Cas de détention déclarés arbitraires relevant des catégories I et II	0 (0)	1 (0)	1 (0)
Cas de détention déclarés arbitraires relevant des catégories I et III	0 (0)	1 (5)	1 (5)
Cas de détention déclarés arbitraires relevant des catégories I, II et III	0 (0)	0 (1)	0 (1)
Nombre total de cas de détention déclarés arbitraires	1 (11)	48 (87)	49 (98)
<i>2. Cas de détention déclarés non arbitraires</i>			
	Femmes	Hommes	Total
	0 (0)	7 (1)	7 (1)

B. Cas que le Groupe de travail a décidé de classer

	Femmes	Hommes	Total
Cas classés en raison de la libération de l'intéressé ou du fait qu'il n'a pas été détenu	0 (0)	32 (15)	32 (15)
Cas classés pour insuffisance d'informations	0 (0)	5 (0)	5 (0)

C. Cas en instance

	Femmes	Hommes	Total
Cas que le Groupe de travail a décidé de garder à l'examen dans l'attente d'un complément d'information	0 (0)	1 (0)	1 (0)
Cas portés à l'attention des gouvernements et au sujet desquels le Groupe de travail n'a pas encore adopté un avis	4 (2)	69 (49)	73 (51)
Nombre total des cas dont le Groupe de travail s'est occupé entre janvier et décembre 2001	5 (13)	162 (151)	167 (164)
